



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BONNEFOI

18 ROUTE DE LARTIGUE
RN 89
33750 Beychac-Et-Caillau

Références : 26-266
Code AIOT : 0005200413

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement BONNEFOI implanté 18 ROUTE DE LARTIGUE RN 89 33750 Beychac-et-Caillau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BONNEFOI
- 18 ROUTE DE LARTIGUE RN 89 33750 Beychac-et-Caillau
- Code AIOT : 0005200413
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la transformation (ou post-formage) de panneaux de particules de bois pour la fabrication de bureaux ou de meubles de cuisine / salle de bain. D'une surface totale de 10 200 m², le site alloué à l'activité comporte les installations suivantes :

- un bâtiment principal de 2 500 m², qui accueille les stockages de matériaux, les différentes machines de travail du bois, les locaux techniques et les bureaux,
- un atelier annexe, de 320 m², destiné à des travaux de menuiserie à l'unité.

Les différentes étapes de travail sont les suivantes :

- découpe,
- fraisage, calibrage,
- encollage vinylique et pose des champs à l'aide de colle thermofusible.

Les panneaux finis sont ensuite stockés sur palettes, et recouverts d'un film polyéthylène par une housseuse électrique, avant expédition.

L'activité du site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005.

L'activité de travail du bois est soumise à autorisation pour une puissance installée de 341,6 kW et l'activité d'application de colle soumise à déclaration pour une quantité maximale de 12 kg/j.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques (AM 2410)	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques (AM 2410)	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions (AM 2410)	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques par l'exploitant est satisfaisante et adaptée aux risques, aux remarques prés formulées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée : <p>La société BONNEFOI SARL dont le siège social est situé Route Nationale 89 - 33750 BEYCHAC et CAILLAU, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BEYCHAC et CAILLAU (33750), les installations suivantes dans son établissement de transformation (post-formage) de panneaux de particules pour la fabrication de bureaux, d'une capacité de 730 tonnes, soit environ 1 040 m³, soit une moyenne de 35 000 bureaux par an assemblés :</p>			
Désignation de l'installation	Capacité maximale	Rubrique	Régime (A - D)

Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. Puissance installée	341,6 kW	2410 1°	A
Application de colle. Quantité maximale utilisée	12 kg/j	2940 2°b	D

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que les compteurs électriques alimentant le site avaient été remplacés et sont désormais d'une puissance de 115kVA et 120kVA. Ce point est susceptible de modifier la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation reprise ci-dessus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise le bilan actualisé des machines fixes de travail du bois pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation et transmet ce bilan à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35

Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS

Prescription contrôlée :

Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'inspection des installations classées a vérifié par sondage que l'exploitant dispose bien des

fiches de données et de sécurité des produits qu'il utilise. Elle a notamment pu consulter les fiches suivantes :

- la colle KLEIBERIT 779.6.20, révision du 21/009/2023
- la colle KLEIBERIT 303.1, révision du 13/07/2023
- la colle KLEIBERIT 347.0, révision du 19/07/2022

L'exploitant a indiqué qu'il n'utilise pas d'autres produits dangereux au sein de l'atelier. Lors de la visite du site, il n'a pas été constaté la présence d'autres produits.

En outre, l'exploitant a indiqué que les opérateurs au sein de l'atelier étaient bien informés des conditions d'utilisation des différents produits. L'inspection des installations classées a constaté que les fiches de données de sécurité étaient consignées au bureau et consultables par les employés qui en font la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Les mesures de mise en œuvre des trois produits utilisés sur le site sont assez simples, et, outre les protections individuelles requises, elles portent sur le fait de stocker les produits dans des récipients convenablement fermés, et de disposer d'un système d'encapsulage ou d'aspiration pour l'une d'entre elles (la KLEIBERIT 347.0).

L'inspection a permis de constater que ces prescriptions étaient respectées, cette dernière colle étant notamment disposée de manière à ce qu'une machine aspire la colle pour la disposer sur les panneaux de bois.

Il a en outre été noté que l'une des colles, reçue par bidon de 1 tonne, était placée sur une rétention permettant de recourir les éventuelles dispersions accidentelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques (AM 2410)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

I- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Constats :

Il est à noter que les produits utilisés par l'exploitant ne sont pas, selon les FDS consultées, classés comme dangereux pour l'environnement.

L'inspection a cependant noté que la colle qui dispose du contenant le plus grand, à savoir 1 t, est disposée sur une rétention dédiée.

Les deux autres ne disposent pas de rétention mais sont stockées à l'intérieur de l'atelier et en quantité limitée (50 kg pour l'une d'entre elles et 400 kg pour l'autre, cette dernière étant sous forme de billes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions (AM 2410)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Aucun stockage de produits incompatibles n'a été constaté au sein de l'atelier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques (AM 2410)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des

services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas disposer d'un état des stocks précis concernant les produits dangereux qu'il détient, étant donné leur présence en faible quantité dans l'atelier. Il a cependant pu indiquer rapidement lors de l'inspection la nature et la quantité approximatives des produits stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veille à formaliser le suivi des produits dangereux dont il dispose et établit un registre permettant de communiquer rapidement les quantités stockées aux services de secours en cas de besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois